



Quartiers de contestation...quartiers d'exclusion : politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul

Gülçin Erdi Lelandais

► To cite this version:

Gülçin Erdi Lelandais. Quartiers de contestation...quartiers d'exclusion : politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul. Cultures & conflits, 2010, 76, pp.143-167. halshs-00914421

HAL Id: halshs-00914421

<https://shs.hal.science/halshs-00914421>

Submitted on 5 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gülçin Erdi Lelandais

« Quartiers de contestation... quartiers d'exclusion »

Politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Gülçin Erdi Lelandais, « « Quartiers de contestation... quartiers d'exclusion » », *Cultures & Conflits* [En ligne], 76 | hiver 2009, mis en ligne le 03 mai 2011, consulté le 03 janvier 2013. URL : <http://conflits.revues.org/17812>

Éditeur : Centre d'études sur les conflits

<http://conflits.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://conflits.revues.org/17812>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Creative Commons License

« Quartiers de contestation... quartiers d'exclusion »

Politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul

Gülçin ERDI LELANDAIS

Gülçin Erdi Lelandais est chercheuse postdoctorale au CURAPP (Université de Picardie Jules Verne).

« La métropole est en quelque sorte un gigantesque mécanisme de tri et de filtrage qui [...] sélectionne infailliblement dans l'ensemble de la population les individus les mieux à même de vivre dans un secteur particulier et un milieu particulier selon des voies que l'on ne saisit pas encore complètement...¹ »

Robert Park

L'exode rural qui se développe fortement en Turquie à partir des années 1950 a entraîné à la périphérie d'Istanbul l'apparition de *gecekondu* (bidonvilles)², puis leur multiplication en raison à la fois de l'absence de politiques publiques d'aménagement urbain d'une part, et des calculs électoraux des responsables politiques de l'autre. L'ouverture des négociations avec l'Union européenne en 2006 et le choix d'Istanbul comme capitale culturelle de l'Europe pour l'année 2010 ont été l'occasion pour la Turquie de mettre sur pied un vaste projet de transformation urbaine dont un des aspects est la destruction des bidonvilles pour les remplacer rapidement par des cités d'immeubles construites par Toplu Konut Idaresi (TOKI), institution publique de construction de logements collectifs³. Contrairement aux années 1980 et 1990

1. Park R., « La ville comme laboratoire social » (1929) in Grafmeyer Y., Joseph I. (dir.), *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 2004, p. 175.

2. L'immigration vers les grandes villes a deux dimensions en Turquie. L'exode rural qui débute dans les années 1950, et se poursuit jusqu'en 1984, peut être considérée comme un fait économique. L'immigration vers les grandes villes après les années 1980 correspond essentiellement à des déplacements forcés provoqués par les affrontements qui opposent l'armée et le PKK dans le sud-est de la Turquie. Pour davantage d'information sur le sujet voir Sencer Y., *Türkiye'de kentleşme*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1979.

3. Fondé en 1984, le TOKI a été destiné à couvrir les besoins et demandes croissants en matière de logement collectif. En 1993, l'institution a subi certaines modifications et son budget a été

où ce type de construction était localisé dans les quartiers périphériques ⁴, il s'agit maintenant, au cœur des villes, de restructurer des zones considérées comme insalubres, mais à fort potentiel immobilier, pour y installer des populations socialement et financièrement aisées.

Après avoir exposé ces nouvelles politiques d'urbanisation et leurs répercussions sur la recomposition socio-spatiale des villes, l'objectif de cet article est d'étudier les formes de résistance populaire qu'elles suscitent à partir de deux exemples : le refus de la destruction des *gecekondu* ⁵ du quartier 1 Mayıs, et la résistance des Roms au réaménagement de leur quartier Sulukule. Dans les deux cas, la « mobilisation-résistance » consiste pour les habitants à s'opposer physiquement à la progression des engins, puis, en dernier recours, à monter sur les toits en brandissant briques et pavés, voire en menaçant de se suicider ou de se jeter sous les bulldozers. A 1 Mayıs, la résistance peut relever de mobilisations de contestation de l'ordre urbain dominant et de la ghettoïsation des quartiers de bidonvilles. A Sulukule, la résistance trouve ses origines dans la défense de l'identité culturelle et du tissu socio-historique du quartier Rom. Notre intention, à la lumière de ces deux exemples, est d'explorer les contestations sociales face à la violence physique et symbolique que représentent les politiques d'urbanisation actuelles en Turquie.

La ville et ses frontières aujourd'hui : un jeu de recomposition et de fragmentation ?

Sous les auspices de pouvoirs publics tendanciellement favorables à l'urbanisation, la ville fut longtemps considérée comme le moteur de la transition des sociétés vers la modernité. A l'inverse, elle apparaît désormais comme le lieu central où se nouent et se jouent de nombreux enjeux et problèmes publics qui constituent la question urbaine.

Au plan infranational ou local, les politiques regroupées sous le label d'aménagement et d'urbanisation correspondent moins à des politiques sociales de logement qu'à une volonté de profit et de rente immobilière ⁶. De plus, la lutte contre le sentiment d'insécurité et la volonté de constituer des

rattaché au budget global. Cette mesure l'affaiblissant, les projets ont été quasiment réduits à néant. En 2003, suite à la victoire de l'AKP, le nouveau gouvernement a modifié et renforcé le statut de cette institution publique. Avec la loi n°2985, le TOKI peut désormais fonder des consortiums de construction avec des entreprises privées et « peut lancer des projets de logement à but lucratif dans l'objectif d'assurer du financement au budget public ». Source : www.toki.gov.tr/page.asp?id=2.

4. Les plus significatifs de ces projets étaient à Ataköy et Beylikdüzü où on a observé la construction de cités privées composées de bâtiments à plusieurs étages ayant vue sur la mer. Ces cités se situaient à 10-15 km du centre-ville et accueillaient des classes moyennes supérieures.
5. Le mot *gecekondu* peut être considéré comme bidonville en français. Il signifie littéralement « les maisons construites en une seule nuit » mais il correspond plutôt à des maisons construites sans permission officielle. Un *gecekondu* n'est pas forcément insalubre et il peut même réunir parfois tous le confort matériel.

espaces protégés qui ne découle deviennent des dimensions centrales des politiques urbaines de l'Etat et des municipalités, la Turquie ne faisant pas exception sur ce point. Toutes ces évolutions débouchent sur une volonté de restructurer la ville en éloignant vers sa périphérie les populations les plus défavorisées et démunies, et notamment les minorités ⁷ considérées comme étant des « catégories à risque ». Des frontières apparaissent dans la ville, à la fois entre les quartiers et les habitants.

Jamais sans doute la ville ne fut autant concernée par des logiques de séparation, à la fois sociales et spatiales. Lorsque les discontinuités territoriales qui traversent la ville deviennent suffisamment fortes pour séparer et pour éloigner les habitants les uns des autres, le concept de frontière dans la ville (ou de frontière intérieure) acquiert pertinence et signification. Il satisfait le souci méthodologique légitime de réexaminer la réalité urbaine et les politiques de la ville ⁸.

Le thème de la frontière intérieure permet de mettre en évidence l'existence de portions de ville soumises à des règles et à une vie sociale spécifiques, qui échappent ainsi à la vision classique et utopique de la cité vécue comme espace global et solidaire. Dès lors que des espaces urbanisés sont inaccessibles à certains groupes – les non-propriétaires, les exclus, les discriminés du fait de leur origine ou de leur culture –, la ville (les pouvoirs, les institutions, les acteurs en présence) accepte que son espace soit composé de « territoires limités » (au sens de limites définies), et se présente comme un système socio-spatial composite. Ce sont ces processus de fragmentation qui font surgir les problèmes auxquels Istanbul n'échappe pas ⁹.

Une véritable politique de transformation/recomposition urbaine a été mise en œuvre sans que les acteurs publics n'en mesurent les effets ni ne pren-

-
6. Les derniers projets de TOKI sont représentatifs de cette tendance. Les cités construites à la place des quartiers bidonvilles comportent majoritairement des logements luxueux, vendus à des prix exorbitants. Parmi les nombreuses cités, les prix varient entre 150 000 et 400 000 €. Les prix sont encore plus élevés quand les logements sont construits sur d'anciens terrains publics en bordure des forêts d'Istanbul, comme par exemple dans le cas de l'Uphill Court Atasehir où les logements valent jusqu'à 600 000 €. Rappelons que le SMIC brut mensuel est de 693 TL, soit 345 €.
 7. En Turquie, le mot minorité s'applique officiellement aux citoyens non-musulmans (Grecs, juifs et Arméniens) définis dans le cadre du Traité de Lausanne de 1923 conclu entre la Turquie et les pays alliés après la guerre de la libération d'Anatolie. Nous emploierons ce terme dans un sens plus étendu, applicable à tout type de minorité faisant l'objet de discriminations et persécutions politiques, sociales et/ou religieuses. Avec ce terme nous faisons particulièrement référence aux Kurdes, aux Tsiganes, aux Alévis et aux communistes.
 8. Escallier R., « Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations », *Cahiers de la Méditerranée*, vol.73, 2006, <http://cdlm.revues.org/index1473.html>, (consulté le 24 février 2010).
 9. D'après nos observations menées dans dix cités privées situées dans différents arrondissements d'Istanbul, et construites par le TOKI ou par d'autres entreprises, l'accès est dans tous les cas interdit aux personnes n'habitant pas la cité. Chaque cité possède son système de surveillance avec barrières et poste de contrôle d'identité.

nent en compte les demandes des acteurs concernés par les projets (associations professionnelles, associations de défense des riverains, etc.), ou les observations des experts en la matière. D'après Jean-François Pérouse, « les instances professionnelles (chambres de planificateurs ou d'architectes) sont assez systématiquement court-circuitées. Le projet du troisième pont routier sur le Bosphore, dont ne veulent pas ces instances, est une bonne illustration de cette non prise en compte [...] De même, l'action des associations (écologistes, de quartier, etc.), qui pourraient faire contrepoids à l'arbitraire et à l'opacité prévalant dans la gestion urbaine, est encore contrariée. Dès lors, les recours citoyens sont fréquemment entravés et l'accès à l'information reste difficile. Enfin, le poids des militaires dans le jeu foncier – ne serait-ce que par l'importance des surfaces qu'ils contrôlent – introduit d'autres biais ¹⁰ ». Un regard sur l'ensemble des projets du TOKI à Istanbul confirme ce constat établi par Jean-François Pérouse :

Tableau 1 – Les projets en cours ou terminés, financés par le TOKI à Istanbul

Projet	Zone	Type	Prix de vente
Kayabasi-Halkali	périphérique	social	30 000 - 40 000 €
Bahçesehir Uphill Court	périphérique	luxe	60 000 - 220 000 €
Kayabasi-Séisme	périphérique	victimes du séisme	37 000 - 65 000 €
Bahçesehir Kiosques Européens	périphérique	luxe	150 000 - 350 000 €
Atasehir Uphill Towers Residence	Centre-ville (terrain public)	luxe	200 000 - 850 000 €
Agaoglu My World	Centre-ville (ex-bidonville)	luxe	140 000 - 650 000 €
Soyak Yenisehir	Centre-ville (ex-bidonville)	luxe	120 000 - 250 000 €

Source : Les sites officiels des constructions et celui du TOKI : www.toki.gov.tr, www.myworld.com, www.uphillcourt.com

Plus qu'une institution publique de logement collectif, le TOKI fonctionne depuis 2003 comme une entreprise de construction à but lucratif. Même si la situation est plus nuancée dans les villes anatoliennes ¹¹, la majorité des projets est destinée aux classes sociales aisées. Les projets réalisés sur les terrains d'anciens bidonvilles forcent les habitants à partir – les possibilités d'hébergement offertes aux propriétaires se trouvant sans exception à la péri-

10. Pérouse J.-F., « Gouverner Istanbul aujourd'hui », in *Rives nord-méditerranéennes*, n° 2, 1999, <http://rives.revues.org/document152.html>, (consulté le 2 février 2009).

11. A Ankara, deuxième plus grande ville et capitale de la Turquie, les projets sont davantage accessibles aux classes moyennes et mieux répartis en terme de caractéristiques des logements construits. Voir http://www.toki.gov.tr/programlar/satis/c_illist.asp?x_ilkodu=6 pour la situation à Ankara.

phérie de la ville, et jamais dans des cités construites à la place de leur ancien quartier ¹².

Istanbul : une ville en pleine expansion et recomposition

Métropole de 12 millions d'habitants, Istanbul constitue le pôle d'attraction démographique et industriel de la Turquie. C'est également une zone à haut risque sismique et, depuis le dernier tremblement de terre en 1999, le marché immobilier est à la recherche de terrains dont le sol est suffisamment stable pour y construire des ensembles résidentiels. Par ailleurs, depuis la sélection d'Istanbul comme « capitale culturelle de l'Europe » en 2010, la municipalité métropolitaine et l'administration centrale ¹³ accélèrent les efforts de rénovation/transformation urbaine dans plusieurs arrondissements d'Istanbul simultanément. De surcroît, les modifications incessantes des limites administratives posent de véritables problèmes de compétence et génèrent une compétition entre les différents acteurs publics concernés. Et de fait, la forte croissance urbaine, génératrice de pressions spéculatives et d'ambitions politiques, entraîne de perpétuelles redéfinitions des limites des quartiers, des municipalités, et des arrondissements ¹⁴.

Plusieurs projets et tendance d'aménagement urbain coexistent à Istanbul et visent à réorienter une planification municipale longtemps déficiente. La réalisation de deux nouveaux centres-villes – l'un à l'est (Kartal), l'autre à l'ouest – contribuerait à remédier aux forts embouteillages qui engorgent la ville. Le centre historique devrait se destiner à une vocation purement touristique, de ville-musée, sur le modèle de Paris – une ambition paradoxale puisque de nombreux bâtiments anciens menacent régulièrement de tomber

12. Le cas de Sulukule et de 1 Mayıs sont significatifs à cet égard. A l'heure actuelle, aucun projet de logement réalisé sur les terrains de bidonvilles dans le centre-ville d'Istanbul ne prévoit un relogement sur place.

13. On peut décrire les acteurs principaux de l'urbanisme et leurs compétences de la manière suivante : à l'échelle du seul département d'Istanbul, le représentant de l'Etat central est le *vali*. Il est en charge du contrôle des constructions. A un niveau inférieur, celui des trente-huit arrondissements (*ilçe*) que compte le département d'Istanbul, se trouvent les sous-préfectures (*kaymakamlık*), qui constituent un simple relais du pouvoir central et de ses services. Elles octroient notamment les permis de résidence. A un niveau encore inférieur, les chefs de quartier (*muhtar*) – même s'ils sont élus par leurs administrés – peuvent être considérés comme les ultimes représentants du pouvoir central. Face au pouvoir central, les pouvoirs locaux (*yerel yönetimler*) sont concentrés entre les mains de la Municipalité métropolitaine (MM) dont les pouvoirs, définis dans la loi n°3030 de juillet 1984, semblent en voie d'élargissement. Mais la MM n'a compétence que sur une partie de l'espace réellement urbanisé, à savoir les seuls arrondissements centraux du département d'Istanbul. Elle est dirigée par un « maire métropolitain », élu au suffrage universel direct pour cinq ans, et par un conseil municipal métropolitain, formé à partir des conseils municipaux d'arrondissement. Il est à noter que les compétences de la MM ont été récemment redéfinies, en matière de construction de logements (à caractère prétendument social), comme en matière de gestion du patrimoine foncier public (synthèse fournie dans Pérouse J.-F., « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », *European Journal of Turkish Studies*, n°1, 2004, <http://ejts.revues.org/index117.html>, (consulté le 26 février 2010).

14. *Ibid.*

en ruine. Des programmes européens et internationaux financent des restaurations, mais la mise en œuvre n'est pas cohérente et les bâtiments restaurés ne sont pas entretenus. En répondant à une question sur la juxtaposition de zones rénovées de haut standing et de poches d'habitat populaire dégradées dans le quartier de Beyoglu, Jean-François Pérouse explique qu'il s'agit d'une stratégie délibérée de la municipalité de « laisser pourrir » la situation pour procéder à « une rénovation autoritaire » en expulsant les populations pauvres ¹⁵. Par ailleurs, depuis une dizaine d'années, de nouvelles et gigantesques tours, ainsi que d'immenses centres commerciaux (Cevahir, Istinye Park, Kanyon, etc.) sont érigés partout dans la ville, symbolisant son expansion économique. De nombreuses *gated communities*, quartiers résidentiels fermés et sécurisés accueillant des couches sociales nouvellement enrichies, voient le jour, et des marinas se multiplient sur la côte. Enfin, la réalisation d'un troisième pont sur le Bosphore et d'une trentaine de tunnels routiers est programmée.

Symbole de ce modèle de développement urbain, le circuit de Formule 1 d'Istanbul Park, inauguré en 2005, accueille quelques jours par an le grand prix de Turquie. Les prix des terrains autour de cette piste pourtant éloignée de quarante kilomètres du centre-ville ont été multipliés par dix. Des logements à proximité de la piste se vendent entre 250 000 et 400 000 dollars ¹⁶. Pendant que les institutions publiques consacrent des ressources importantes à ces aménagements réservés à une minorité, des problèmes urgents de justice sociale et de « justice spatiale » restent ignorés. Les populations souvent pauvres des zones concernées sont déplacées dès que le projet de construction d'un centre commercial, d'un parc de luxe ou d'un circuit de Formule 1 est en voie de réalisation. Si une partie d'entre eux se voit logée dans les bâtiments de TOKI avec un endettement sur 15 ans ¹⁷, les autres construisent un nouveau bidonville ailleurs, souvent sur des terrains publics, contribuant ainsi à la déforestation.

En effet, plutôt que de promouvoir, dans une perspective de développement durable, des projets planifiés sur le long terme et socialement équitables, il semble que les politiques d'urbanisation à Istanbul se soucient davantage de questions marginales, et se contentent « d'embellir des façades ». Elles donnent l'impression d'être au service du confort des classes aisées de plus en plus décidées à investir le centre d'Istanbul. Nul doute que dans ces projets de transformation urbaine, la voix des classes modestes, qui constituaient

15. Cité dans Girardot C., « Urbanisme : Istanbul l'anarchique hésite "entre Paris et Dubaï" », blog *Le bain turc*, 4 décembre 2008, <http://lebainturc.blogspot.com/2008/12/urbanisme-istanbul-lanarchique-hsite.html> (consulté le 2 février 2009).

16. « Akfırat'ın 'İstanbul Park' isyanı », *Hurriyetemlak*, 8 mai 2008, www.hurriyetemlak.com/real_estate/emlakyasam/haber_detay.php?cid=5103, (consulté le 30 septembre 2009).

17. Cette situation est précaire pour certains acquéreurs. En 2008, le TOKI a construit 55 338 logements sociaux vendus à crédit sur 15 ans. 3,9 % des habitants ont rendu leur logement au bout d'un an en raison des difficultés de paiement. Ce chiffre est de 0,4 % dans la catégorie des logements de catégorie supérieure.

jusqu'aux années 1990 l'essentiel de la population des quartiers centraux d'Istanbul, compte peu. Elles sont désormais contraintes de les quitter pour s'établir à la périphérie du centre-ville ¹⁸. L'exemple illustrant le mieux cette situation est le cas de Cihangir, situé à proximité de Beyoglu-Taksim (quartier Pera), dominant une colline sur le Bosphore. Dans les années 1980, ce quartier avait mauvaise réputation en raison de la présence de travestis et de transsexuels. Il a été par la suite investi par des familles musulmanes amenant au pouvoir une équipe municipale de *Refah Partisi* (parti antérieur à l'AKP). A partir du début des années 1990, des étrangers, notamment Français, ont commencé à s'installer dans le quartier en raison de la vue flamboyante sur le Bosphore. Les loyers ont alors atteint des sommes exorbitantes pour les Turcs (entre 1 500 et 2 500 dollars), mais accessibles pour les étrangers, contraignant les classes populaires à quitter le quartier. Aujourd'hui, Cihangir n'est plus le quartier que des étrangers, des intellectuels et des artistes turcs.

Ce sort n'est pas propre à Cihangir. De nombreux quartiers qualifiés d'insalubres, considérés comme non-fréquentables et peuplés de populations socialement défavorisées, souvent issues de l'exode rural et à l'origine de la construction de bidonvilles, sont en ligne de mire des politiques de transformation urbaine du gouvernement en place. Cette motivation est exprimée par le président du TOKI de la manière suivante :

« Aujourd'hui, la transformation urbaine figure parmi les deux-trois problèmes les plus importants de la Turquie. Mais la Turquie ne peut pas parler du développement sans résoudre le problème des bidonvilles. On sait que la source des problèmes de santé, d'illettrisme, de drogue, de terrorisme et de défiance envers l'Etat se trouve dans les zones de bidonvilles. La Turquie doit se débarrasser à tout prix des bâtiments illégaux et peu résistants contre les séismes ¹⁹ ».

Cette allocution du président de TOKI laisse penser que derrière les politiques de transformation urbaine, existe une volonté de mettre à l'écart des populations considérées comme dangereuses par les institutions publiques. Dans ce discours, les bidonvilles et les quartiers pauvres d'Istanbul sont non seulement considérés comme nuisibles pour l'image de la ville, mais également comme des zones à risque pour la sécurité et l'unité nationale ²⁰. L'amalgame

18. Outre la construction de cités luxueuses à la place des bidonvilles, l'augmentation des prix des loyers dans les anciens quartiers du centre-ville et la construction à la périphérie de la ville de cités plus accessibles aux classes populaires ont joué un rôle considérable dans l'abandon progressif des quartiers centraux par les populations défavorisées.

19. Ce discours a été prononcé par le président de TOKI à l'occasion de l'ouverture d'une conférence co-organisée avec *Urban Land Institute* sur « Les projets de transformation urbaine et les investissements immobiliers », cf. « Kentsel dönü ümü tamamlamazsak terörü de bitiremeyiz (Nous ne pouvons pas éradiquer le terrorisme si nous n'achevons pas la transformation urbaine) », 13 novembre 2007, <http://www.mimdap.org/w/?p=2114>, (consulté le 2 février 2009).

entre deux problèmes n'ayant *a priori* aucun lien, le risque sismique et le terrorisme, contribue d'autant plus à les stigmatiser. Les acteurs publics, en procédant à la destruction de ces quartiers, croient (ou font croire) qu'ils ont trouvé la solution pour sécuriser de la ville.

La logique de mise à l'écart s'exerçant à l'intérieur d'un pays donné relève souvent d'une logique de purification idéologique et d'uniformisation nationale ainsi que de la volonté d'extirper les « ennemis intérieurs » qui pourront être représentés, selon le contexte, par une figure différente : dans le cas de la Turquie, cela peut être le communiste, l'islamiste, le Kurde ou le Tsigane. Ces figures sont multiples et variées et, comme on peut le voir dans certains travaux sur l'Europe ²¹, elles sont toutes inscrites dans une historicité, et relèvent de procédés énonciatifs et argumentatifs spécifiques ²². C'est ainsi que, lorsque l'ennemi n'a pas de visage précis ou plutôt peut en prendre une multitude, le politique, le juridique et la bureaucratie en gèrent l'identification, légitimant de la sorte leur propre action ²³. Dans ce cas, une mise à l'écart géographique et symbolique peut être mise en œuvre. Dans le cadre des aménagements urbains et de leurs impacts sur les habitants, nos terrains d'enquête permettent d'évoquer cette politique implicite. La figure de l'ennemi y est illustrée d'un côté par les Roms, et de l'autre par un quartier communiste réputé ²⁴, recensé parmi les zones d'influence des « organisations terroristes » ²⁵ dans une liste constituée par la direction générale de la police d'Istanbul. Que ce soit dans la transformation de ces quartiers bidonvilles ou dans la rénovation urbaine du quartier des Roms, les acteurs publics, au niveau local et national, utilisent les programmes d'aménagement urbain pour poursuivre des politiques de mise à l'écart de minorités ou de dissidents politiques, tout en se mettant à l'abri derrière l'argument de l'intérêt général.

Il convient de noter quelques caractéristiques communes aux deux quartiers étudiés pour bien comprendre les objectifs des aménagements, et les controverses qui leur sont liées. A Sulukule comme dans le quartier 1 Mayıs, on peut observer la mobilisation de citoyens ordinaires dans un contexte carac-

20. Idéologie véhiculée depuis la proclamation de la République en 1923, le discours de l'unité nationale fait référence à la fois aux menaces et aux ennemis intérieurs et extérieurs de la Turquie, et au devoir d'obéissance absolue à l'Etat de chaque citoyen qui se considère Turc. D'après cette idéologie, les Turcs doivent rester unis et fidèles à l'Etat afin de conjurer les menaces que font peser sur leur pays les Etats étrangers et les ennemis intérieurs que ceux-ci pourraient instrumentaliser. C'est pourquoi en Turquie, être nationaliste n'a pas le même sens qu'en Occident. C'est un devoir, une nécessité prouvant l'amour inconditionnel qu'on éprouve pour son pays. Dans ce cadre, la distinction entre l'Etat et la nation est quasiment inexistante.

21. Delumeau J., *La Peur en Occident (XIV^e-XVIII^e siècles). Une cité assiégée*, Paris, Fayard, 1970.

22. Il convient de préciser l'hétérogénéité constitutive des figures de l'ennemi. Il n'existe pas d'ennemi intérieur en soi, et il n'existe pas non plus de mécanisme homogène ou univoque de désignation qui permettrait d'en faire la théorie. L'ennemi intérieur est une production discursive, une production d'un ou plusieurs locuteurs qui s'expriment à partir d'espaces sociaux et institutionnels différents.

23. Ceyhan A., Peries G. (dir.), « Construire l'ennemi intérieur », *Cultures & Conflits*, n° 43, automne 2001.

térisé par une incertitude et une urgence sociales permanentes, ainsi que par les déficiences des équipements et services « de base ». Ces deux quartiers constituent de ce fait des zones de ségrégation économique, sociale et communautaire. Si dans le 1 Mayıs cette ségrégation a été créée au départ par les habitants eux-mêmes, lorsqu'ils ont procédé dans les années 1970 à une sélection de la population admise dans le quartier, elle procède d'une stigmatisation culturelle dans le cas de Sulukule, entièrement assimilé aux Tziganes et à la prostitution. Dans les deux cas, les municipalités ont tenté de changer la composition de ces quartiers et de détruire les bidonvilles construits. Les forces de l'ordre ont plusieurs fois affronté les habitants lors d'incidents importants, allant jusqu'à causer la mort de manifestants, notamment à 1 Mayıs. Dans les deux cas, les acteurs publics n'ont réussi à transformer ces quartiers ni culturellement, ni politiquement. Ces affrontements ne sont pas sans coût pour les habitants. La précarité du logement, en raison du risque constant de démolition, et de ce fait la difficulté d'accès à un logement sain et légal est un problème commun aux deux quartiers. Les institutions publiques refusent systématiquement d'y investir en matière d'infrastructures, incitant les habitants à se raccorder au réseau d'électricité et d'eau de manière illégale. Par cette politique de dissuasion, elles visent à faire partir les habitants afin de pouvoir procéder à la construction massive de cités en vue d'empêcher toute tentative nouvelle de construction illégale. Néanmoins, les habitants s'organisent également pour s'opposer aux décisions publiques de transformation urbaine et de non-investissement dans leur quartier. Les mobilisations s'élèvent parfois jusqu'au niveau transnational pour faire pression sur l'Etat turc.

Conflits sociaux autour des projets de transformation urbaine à Istanbul

La multiplication des conflits de tous types autour des projets et des politiques d'aménagement conduit à considérer les projets urbains et ruraux non plus seulement comme une affaire de spécialistes, mais aussi comme une question géopolitique. C'est-à-dire une affaire de rapports de forces, de rivalités entre responsables et forces politiques, d'affrontements entre projets concurrents, entre groupes de pression où s'expriment les intérêts divergents d'acteurs multiples et dont l'enjeu est l'usage, et donc le contrôle du territoire. Dans ces conditions, comprendre les tenants et les aboutissants des conflits est à la fois une nécessité opérationnelle, politique et démocratique. La démarche géopolitique s'avère particulièrement efficace pour décrypter ces conflits et

24. Si la méfiance à l'égard de l'idéologie communiste et de l'extrême gauche en général commence avec le début de la guerre froide, elle a surtout une historicité propre aux mouvements étudiants des années 1970. La montée de ces mouvements d'obédience socialiste et l'entrée de députés socialistes au Parlement ont débouché sur des affrontements armés avec les groupes d'extrême droite nommés « Loups gris ». L'armée turque est intervenue deux fois, en 1971 et en 1980, pour remettre de l'ordre. Après le coup d'Etat militaire de 1980, les groupes d'extrême gauche et l'idéologie communiste ont été interdits. L'extrême gauche s'est trouvée de ce fait dans l'illégalité.

25. « İşte İstanbul'un terör haritası » (Voici la carte de terrorisme d'Istanbul), *Aksiyon*, 8 janvier 2008, <http://www.tumgazeteler.com/?a=2470395>, (consulté le 8 février 2009).

ces luttes de pouvoir entre acteurs, autour des projets d'aménagement, en utilisant notamment les concepts de « territoire de référence », de « représentation » et de « système d'acteurs ».

Dans ce cadre, les termes de « conflit » et de « controverse » prennent tout leur sens. Les conflits et controverses liés aux projets d'aménagement et de transformation urbains, avec l'émergence des mobilisations d'habitants, instaurent une scène sur laquelle s'échangent des arguments entre les acteurs de la société civile et les institutions publiques²⁶. L'existence de ce type de scène rend visibles les différents modes de justification à l'œuvre, les référents implicites ou explicites qui structurent les représentations de l'espace urbain et de l'action publique. Ce sont également des moments pendant lesquels différentes positions se présentent comme incompatibles²⁷. D'après Patrice Melé²⁸, ces scènes de conflits se concluent le plus souvent par la construction d'une sortie négociée acceptable pour toutes les parties. Or, les cas étudiés à Istanbul montrent une évolution inverse du processus de négociation. Au départ, aucune concertation ou négociation avec les habitants n'est envisagée par les acteurs publics. Leur posture laisse penser qu'ils sont persuadés de connaître les attentes des habitants et d'agir dans l'intérêt général. De ce fait, ils perçoivent souvent l'émergence d'une mobilisation avec étonnement, voire indignation. La présence des associations, des organisations de la société civile et de porte-paroles universitaires les interpelle encore davantage et peuvent les pousser à accélérer les projets, ou à recourir à des méthodes répressives (intervenir avec des bulldozers au petit matin, et prendre au dépourvu la population qui n'a pas eu le temps d'avertir les associations ou les médias). Dans les deux cas, la controverse ne débouche pas sur une négociation véritable mais sur un processus de décrédibilisation des mobilisations locales. La méthode la plus courante est d'arguer du caractère minoritaire de la mobilisation, de souligner son éventuelle manipulation par certaines associations et organisations politiques, ou tout simplement de souligner la marginalité sociale et politique des quartiers en question. Autant de méthodes utilisées dans les deux quartiers

26. Trom D., « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 1, 1999, p. 34.

27. Melé P., Larrue C., Rosemberg M., *Conflits et territoires*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2003, p. 17.

28. *Ibid.*

29. Istanbul est classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Le projet de Sulukule a été considéré comme la suite du projet de réhabilitation de Fener-Balat, quartiers voisins, lancé en 1996. Ce projet a permis une véritable amélioration des conditions de vie pour les habitants, sans qu'il y ait eu de déplacements forcés. Néanmoins, l'UNESCO lance depuis quelques années des avertissements à la Turquie sur la mauvaise urbanisation stambouliote ainsi que sur l'abandon de l'entretien des bâtiments et des quartiers historiques. Un rapport sur Sulukule a ainsi été rédigé, à la suite des observations faites par un comité de l'institution en avril 2009. Les procédés de la municipalité de Fatih y ont été vivement critiqués (voir le rapport intégral sur <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetay&ArticleID=942036&Date=26.02.2010&CategoryID=77>, « Lourdes critiques adressées au gouvernement dans le rapport de l'UNESCO », 24 juin 2009).

étudiés. Le premier projet urbain, concentré sur une zone d'habitation où existe une population Rom, prévoit la transformation et la rénovation du quartier, et se présente comme un projet d'amélioration des conditions de vie des habitants sous l'égide de l'UNESCO ²⁹. Le deuxième s'inscrit dans le cadre de la transformation urbaine pour détruire les bidonvilles existants et lutter contre la construction de nouveaux bidonvilles. Ce projet n'a pas de dimension culturelle et s'inscrit davantage dans le rôle de promoteur immobilier du TOKI ³⁰.

Destruction et parcellisation des bidonvilles du quartier 1 Mayıs à Ümraniye

La transformation du grand arrondissement d'Ümraniye, constitué majoritairement de bidonvilles, a été l'un des projets urbains prioritaires de la mairie d'Istanbul, en raison de l'instabilité du sol de cette zone face aux risques sismiques. Un processus de destruction des bidonvilles a été lancé à plusieurs reprises mais s'est heurté à la résistance d'un quartier spécifique nommé 1 Mayıs et rebaptisé Mustafa Kemal après le coup d'Etat militaire de 1980.

Ce quartier a été créé à la fin des années 1970, dans une période de polarisation politique extrême où avaient lieu d'intenses affrontements militarisés entre les militants d'extrême droite et d'extrême gauche ³¹, ou encore entre les forces de sécurité de l'Etat et l'extrême gauche. Jusqu'alors dans les mains de la mafia immobilière, le contrôle du terrain sur lequel se construira le quartier 1 Mayıs est pris par les organisations d'extrême gauche dans l'objectif de mettre en place, à l'échelle du quartier, une organisation sociale et politique fidèle au socialisme. Dans ce contexte, les groupes se réclamant de cette idéologie organisent une politique de distribution foncière qui favorise de fait les familles aléviées et d'extrême gauche ³². Différentes institutions et services sont alors progressivement mis en place à l'échelle du *gecekondu* : comité populaire, maison du peuple, espace santé, école ou encore coopératives pour

30. En rasant les bidonvilles installés en plein centre d'Istanbul, le TOKI s'ouvre la possibilité de construire sur ces zones des cités dont le prix du mètre-carré atteint des sommes exorbitantes : les appartements les plus luxueux trouvent un acheteur à 10 000 dollars le mètre-carré. En revanche, les logements construits pour ceux qui perdent leur *gecekondu* se trouvent tous dans la périphérie semi-urbaine d'Istanbul, où les infrastructures (école, mosquée, centre commercial, etc.) et les transports publics ne sont pas suffisamment développés.

31. Au départ, ces organisations sont Dev-Yol et Dev-Sol. Le Dev-Yol a été lancé comme une revue politique en 1977, début de la fondation du 1 Mayıs. On appelait Dev-Yolcu ceux qui s'organisaient autour de cette revue. Le Dev-Yol était considéré par la junte militaire comme une organisation armée à part entière. Le Dev-Sol était proche du Dev-Yol, les deux organisations trouvant leurs origines dans la Fédération des associations des jeunes révolutionnaires organisée dans les universités. Au fil des ans, des divisions vont cependant apparaître entre les deux organisations. Le Dev-Sol ne considérait pas la lutte armée comme une guerre civile, contrairement au Dev-Yol, et prônait une conception du processus révolutionnaire prenant en compte le contexte turc. Pour en savoir plus, voir Kaçmazoglu H.B., *Türkiye'de Siyasal Fikir Hareketleri* (Les courants politiques en Turquie), Istanbul, Birey, 2000.

32. Pour plus d'informations, voir Le Ray M., « Territoires d'inquiétude » : *quels modes d'inscription dans l'espace public ? Le cas du quartier de Bir Mayıs*, mémoire de DEA, sous la direction d'E. Picard, IEP, Aix-en-Provence, 2002.

l'achat de nourriture, de combustibles ou de matériaux de construction. Néanmoins, les habitants du quartier affrontent régulièrement les tentatives de destruction des forces de l'ordre. En 1977, suite aux événements survenus lors des manifestations du 1er Mai à Taksim ³³, ils rebaptisent leur quartier 1 Mayıs et décident d'empêcher par tous les moyens les forces de l'ordre d'accéder au quartier. C'est pourquoi le 1 Mayıs est déclaré *kurtarilms bölge* (zone libérée). Cette labellisation fait référence à une zone où l'idéologie nationaliste, avec ses instruments sociaux, politiques et répressifs, ne peut pénétrer ni physiquement, ni symboliquement. Dans ce cadre, 1 Mayıs fait partie des quelques quartiers *gecekondü* d'Istanbul où des organisations illégales d'extrême gauche restent actives aujourd'hui. L'image qui se diffuse ainsi à propos du quartier est celle d'un espace rebelle et violent par essence. La menace est incarnée par l'extrême gauche clandestine, mais elle se confond souvent avec l'alévisme et peut prendre d'autres visages, notamment kurde. De plus, parce que le stigmate porte sur le lieu et non sur des acteurs clairement identifiés, chaque habitant est potentiellement suspect de menacer le projet national.

Projet de transformation et de rénovation du quartier Sulukule

Situé dans la péninsule historique au pied des murailles byzantines d'Istanbul, sur la municipalité de Fatih ³⁴, Sulukule est habité en partie par une population Rom ³⁵. Il fait partie des anciens quartiers historiques stambouliotes déjà existants à l'époque de l'Empire ottoman. Il est donc caractérisé par une architecture ottomane avec des maisons individuelles à deux étages possédant un jardin intérieur, et souvent construites en bois.

La raréfaction des terrains urbanisables proches du centre-ville d'Istanbul entraîne une nouvelle géographie des chantiers qui se déplacent vers des zones du centre et du péricentre longtemps négligées et stigmatisées comme de mauvaise réputation. Ainsi, des consortiums de construction s'intéressent dorénavant à des quartiers comme Sulukule, jusque-là totalement délaissés par les investisseurs et les pouvoirs publics ³⁶.

Après la décision du Conseil des ministres en avril 2006 d'assainir les quartiers insalubres, un projet de rénovation du quartier Sulukule a été lancé.

33. Qualifié de « dimanche sanglant », cette date se réfère à l'attaque des militants d'extrême droite et de la police contre les manifestants du 1er mai à Taksim, lieu emblématique des manifestations, désormais interdit, qui avait fait 34 morts et 126 blessés parmi les manifestants.

34. Un des arrondissements d'Istanbul (sous-préfecture) : 403 508 habitants selon le recensement de 2000.

35. La date marquant le début de l'installation des Tziganes dans cette zone n'est pas historiquement établie.

36. Pérouse J.-F., « La question du logement social à Istanbul : un réajustement nécessaire », *Bulletin de l'Observatoire urbain d'Istanbul*, n° 31, décembre 2007, <http://www.ifea-istanbul.net/website/images/stories/oui/bulletinOUI/Electroui-31.pdf>.

Ce projet prévoit la destruction des maisons en ruine, la rénovation des maisons stambouliotes en bois et le rééquilibrage démographique. De ce fait, 571 familles devront quitter le quartier ³⁷.

Les scientifiques et les universitaires considèrent que le projet est mal conçu en raison des déplacements forcés et du fait que les habitants ne sont pas associés à la prise de décisions. L'UNESCO et le Parlement européen ont exprimé à plusieurs reprises leurs réticences envers le déroulement du programme, du fait des atteintes au respect des droits de l'homme. Avec le soutien des ONG, une mobilisation pour lutter contre l'exclusion des habitants s'est mise en place, et la Plate-forme de Sulukule a été lancée. De nombreuses rencontres, conférences et expertises ont été réalisées grâce à la pression du mouvement. La plate-forme revendique le droit pour la population d'habiter le quartier et demande de participer à l'amélioration de l'habitat dégradé. En collaboration avec des associations et des universitaires, elle a développé une série de propositions en faveur de la réhabilitation du bâti, du développement de l'économie locale et du maintien de la population dans le quartier. Une conférence au Parlement européen à Bruxelles a été organisée sur le sujet ³⁸.

La Plate-forme de Sulukule considère le projet comme une attaque de l'identité Rom et une volonté de les assimiler en procédant à leur dispersion dans des zones d'habitation périphériques à la ville (les logements construits pour leur réinstallation sont à quarante kilomètres du centre-ville) ³⁹. De plus, des doutes existent sur la réinstallation des Roms propriétaires dans le quartier. Les démolitions aggravent la pénurie de logement social. Elles nient la mémoire et l'histoire des habitants et on peut les soupçonner de cacher une volonté d'accueillir dans le quartier des populations au profil fiscal plus intéressant.

Structures de mobilisation, stratégies de légitimation, controverses inter-acteurs dans deux quartiers

Les aménagements urbains et environnementaux de grande ampleur

37. *Bulletin de l'observatoire urbain d'Istanbul*, n° 30, juillet 2007, <http://www.ifea-istanbul.net/website/images/stories/oui/bulletinOUI/Electroui-30.pdf>.

38. Cette conférence, intitulée « Istanbul face aux projets de renouvellement urbain. Le cas du quartier de Sulukule dans la péninsule historique », s'est tenue le 8 novembre 2007 à Strasbourg, à l'initiative des Verts européens.

39. Si le quartier est caractérisé par la forte présence des Roms, il faut néanmoins souligner que ce n'est pas un quartier entièrement Rom. Il est peuplé des communautés diverses. La caractéristique commune est plutôt la pauvreté et le faible capital culturel et social de la population. Il serait erroné de le considérer comme un quartier homogène, ni dans sa totalité, ni quand il s'agit des Roms. Les derniers résultats électoraux sont significatifs sous ce rapport. Malgré l'opposition au projet de la mairie détenue par un maire AKP, le quartier a majoritairement voté pour l'AKP pendant les dernières élections municipales. C'est le signe d'une division et d'une divergence d'opinion parmi les habitants du quartier. Pour les statistiques détaillées des élections municipales de l'arrondissement de Fatih, voir <http://www.tuik.gov.tr/secimdagitimapp/yerel.zul>.

constituent un sujet de contestation quotidien, tant au plan local que national et international. Dans le lancement de ces projets, les acteurs publics avancent fréquemment l'argument d'un intérêt général irréductible aux intérêts particuliers d'une poignée d'habitants. Ceci leur permet notamment d'éviter le débat public et le lancement d'un processus de concertation et de négociation avec les populations affectées. Or, cette absence de concertation et de coopération provoque souvent l'émergence d'une contestation de la part des habitants. Si ce type de résistance est souvent analysé comme une mobilisations de type « NIMBY » (*Not in my backyard* – pas dans mon arrière-cour) qui désigne les oppositions des associations et, plus largement, du public aux installations ou aménagements susceptibles de perturber leur environnement immédiat ⁴⁰, la dimension identitaire de ces contestations est totalement ignorée dans l'étude de ces phénomènes. Par ailleurs, par le dénominateur même de NIMBY, on attribue à ces mobilisations un sens péjoratif, à savoir la protection d'un intérêt personnel – les habitants n'étant pas opposés à des aménagements de même type lorsqu'ils ne les affectent pas ⁴¹. L'appellation elle-même, qui qualifie les riverains par leur étroitesse de vue, vaut donc stigmatisation. En tant que défenseur d'intérêts privés et particuliers, au nom d'une logique individualiste, le NIMBY apparaît comme une catégorie naturelle du discours médiatico-institutionnel signalant un défaut de citoyenneté, un déni du politique entendu comme action ayant pour visée le bien commun. Comme l'indique Jean-Marc Dziedzicki, le terme même « traduit une disqualification de ces oppositions, appréhendées par les autorités comme des réactions égoïstes de la part de populations dont la motivation relèverait de la défense de leur bout de jardin. Cette expression a dès l'origine enfermé les mouvements d'opposants dans une position illégitime ⁴² ».

De nombreuses recherches en la matière, notamment anglo-saxonnes, recourant aux outils de la sociologie des mobilisations et de l'action collective, adoptent comme cadre d'analyse les pays développés et se focalisent sur la préservation d'un confort de vie comme point de départ de ces mobilisations ⁴³. Aujourd'hui en plein essor, ces mobilisations posent problème aux décideurs en charge de ces dossiers. Véritables grains de sable dans la mise en œuvre de projets censés profiter au plus grand nombre, les acteurs publics

40. Trom D., « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante... », *op.cit.*

41. Voir Dear M., "Understanding and Overcoming NIMBY Syndrome", *Journal of the American Planning Association*, vol. 58, n° 3, été 1992, p. 288-300, et Shemtov R., "Taking Ownership of Environmental Problems: How Local NIMBY Groups Expand Their Goals", *Mobilization*, vol. 4, n° 1, 1999, p. 91-106.

42. Dziedzicki J-M., « Au-delà du Nimby : le conflit d'aménagement, expression de multiples revendications », in Melé P., Larue C., Rosemberg M., *Conflits et territoires*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2003, p. 44.

43. La totalité des études que nous avons recensées sur les mouvements NIMBY traite des cas en Europe et en Amérique du Nord. Dans la majorité des cas, les protestations concernent les impacts environnementaux des projets d'aménagement entrepris. Voir par exemple Gaber S.L., "From NIMBY to Fair Share: the Development of New York City's Municipal Shelter Sitting Policies, 1980-1990", *Urban Geography*, 1996-05, vol.17, n° 4, p. 294-316.

procèdent souvent à leur disqualification en mettant l'accent sur l'intérêt particulier qu'ils sembleraient incarner ⁴⁴. Leur multiplication constituerait selon eux un obstacle à l'action publique, et plus encore un danger pour la politique pensée comme une expression et une défense de l'intérêt général. Or, dans les travaux sur le phénomène, les motivations des acteurs publics, hormis le développement régional ou l'amélioration de tel ou tel service public sont peu approfondies. On présume souvent que ces projets publics visent naturellement l'intérêt général bien que sa définition ne fasse pas toujours l'unanimité. Il faut, de ce fait, se poser la question suivante : qui détermine l'intérêt général, par rapport à quoi et comment ?

Certaines recherches ont tenté de dépasser ce cadre d'analyse des mouvements locaux face aux aménagements publics et de s'interroger sur le concept d'intérêt général ⁴⁵. D'après Arthur Jobert, la proclamation rituelle de l'intérêt général confère une dimension sacrée à la décision des acteurs publics et elle est sans doute nécessaire car, dans le champ d'action publique qu'est l'aménagement, « toute décision entraîne des gains pour certains acteurs et des pertes pour d'autres ⁴⁶ ». Pourtant, même si les institutions politiques s'attribuent ce rôle de définition de l'intérêt général, les relations complexes et de plus en plus développées du champ politique avec le monde économique peuvent conduire les acteurs publics à accorder des marchés à une entreprise proche du pouvoir. Ainsi, l'intérêt privé d'une entreprise en lien avec les milieux politiques peut être associé à la poursuite de l'intérêt général.

Des mobilisations citoyennes ou des actes inconscients ?

Les mouvements d'opposition à des projets d'aménagement urbain sont souvent présentés comme étant manipulés par des organisations politiques. Ainsi, il est fait allusion à l'incapacité de profanes qui ne comprendraient pas que le sens de l'intérêt général guide l'intervention publique, et qui ne maîtriseraient pas les informations techniques liées au projet. Dans les deux quartiers étudiés, ce procédé est utilisé par les acteurs publics. Pourtant, l'analyse des protestations des habitants révèle bien autre chose concernant leurs motivations et leur maîtrise de la question. Dans leurs mobilisations, la revendication d'être considéré comme faisant partie intégrante de la ville est centrale. Ils réclament en effet un « droit à la ville », un droit à la vie urbaine, à une qualité de vie urbaine au sens d'Henri Lefebvre ⁴⁷. On observe dans ces mobilisations

44. Mandinaud V., Viot P., « "Nimby", des bouts de jardins aux bords du politique ? Petite réflexion sur une journée de débat », *ethnographiques.org*, n° 9, février 2006, <http://www.ethnographiques.org/2006/Mandinaud,Viot.html>, (consulté le 15 novembre 2008).

45. Voir Jobert A., « L'aménagement en politique. Ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général », *Politix*, vol. 11, n° 42, 1998, p. 67-92 ; Trom D., « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante... », *op.cit.*

46. Jobert A., *Ibid.*

47. Lefebvre H., *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

un désir des habitants de voir leurs quartiers sortir du statut de périphérie symbolique, alors même qu'ils sont situés au centre de la ville.

Les mobilisations locales d'Ümraniye et de Sulukule semblent structurées par leur dimension identitaire et spatiale ⁴⁸. Dans leur mobilisation, les opposants mettent en avant leur identité collective historique et l'associent à leur lieu d'habitation ; pour emprunter l'idée à Pierre Lascoumes, Michell Callon et Yannick Barthe, ces mobilisations s'expliquent par leurs relations au territoire, à son histoire et à ses élites ⁴⁹.

Dans le cas du quartier 1 Mayıs à Ümraniye, la mobilisation reflète la résistance historique des habitants aux élites dominantes, en l'occurrence les kémalistes. Le quartier constitue un lieu où le pouvoir et la surveillance des élites dominantes sont obsolètes. Il représente une sorte de zone libérée dans la mémoire collective de ses habitants. Dans ce sens, l'objectif est de résister intrinsèquement à l'ordre urbain libéral, qui exclut les plus démunis des sites aisément valorisables, en instaurant un autre rapport au sol (autogestion, comités de quartier, etc.). On peut donc considérer ce quartier en état de mobilisation mémorielle permanente ⁵⁰. Depuis les années 1970, les habitants résistent à la destruction de leur bidonville et affrontent les forces de l'ordre, éprouvant des pertes humaines considérables ; cette résistance constituant un élément principal de la mémoire collective ⁵¹. Aujourd'hui encore, à travers les cérémonies d'anniversaire et les déclarations médiatiques des groupes d'extrême-gauche célébrant les « martyres » du quartier, la résistance apparaît aux habitants comme un devoir à l'égard de leurs morts.

Tableau 2 – Résultats électoraux comparatifs Ümraniye – 1 Mayıs

Législatives 2007	AKP	CHP	MHP	Indépendants (ext.gauche/Kurdes)	Total votants
Ümraniye	130 644	66 290	14 104	68	375 299
1 Mayıs	2 530	9 369	150	3000	15 000

Source : www.ysk.gov.tr (Conseil suprême des élections)

48 . La façon dont Erving Goffman a conceptualisé la notion d'espace, non seulement comme un cadre matériel, mais également comme étant porteur de significations pour les individus qui y sont en interaction, est particulièrement utile pour saisir la représentation duale que les habitants de 1 Mayıs et de Sulukule se font de leur lieu de vie : celle d'un espace-identité. Pour une discussion théorique du concept d'espace, voir Lefebvre H., *La Production de l'espace*, Paris, Economica, 2000.

49 . Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001, p. 52

50 . Pérouse J.-F., « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in Dorronsoro G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, pp. 126-145.

51 . Dans l'affrontement face aux forces de l'ordre pour empêcher la destruction du quartier, six personnes ont perdu la vie en 1977, et cinq en 1995.

Néanmoins, cette mémoire collective partagée par l'ensemble des habitants jusqu'au années 1990, et véhiculée majoritairement par des organisations marxistes-léninistes comme le *Devrimci Halk Kurtulus Partisi Cephesi* (DHKP, Front-parti de libération révolutionnaire du peuple), perd aujourd'hui de sa force mobilisatrice en raison de la lassitude des habitants concernant les conflits permanents dans le quartier, de leur volonté de se mobiliser autrement et de se débarrasser du stigmate ⁵² qui les fait apparaître comme « dangereux, terroristes, traîtres et fauteurs de trouble » dans l'opinion publique. Construit par les tenants du discours sécuritaire au sein de l'État, ce stigmate est entretenu par des médias nationaux inscrits dans un même cadrage et trouve un écho au sein de la population. C'est dans ce sens que la direction générale de la sécurité d'Istanbul a publié une étude dessinant le panorama des organisations terroristes actives dans la ville et des quartiers leur fournissant un soutien. Ümraniye arrivait en tête de liste avec son « soutien » à la fois à l'extrême gauche et au PKK (Parti des travailleurs de Kurdistan) ⁵³.

Ainsi, la mobilisation locale prend une autre forme. A l'initiative du *muh-tar* (chef administratif du quartier), les habitants s'organisent autour de l'association Embellissement du quartier du 1^{er} mai et cherchent des solutions en établissant des contacts avec d'autres quartiers concernés par des destructions massives. Ils expriment leur volonté d'être intégrés aux décisions sur la réalisation des projets et militent pour une véritable transparence des décisions publiques. Le *muh-tar* reproche aux institutions publiques comme TOKI de décider sans concertation :

« Depuis que le maire d'Ümraniye a pris la décision de cette transformation urbaine, plusieurs mois sont passés. Ni nous ni la population n'avons été informés à ce jour. Ils font passer le temps avec la langue de bois. Nous pensons à nos responsabilités. Nous savons que les plans de transformation urbaine existent mais il y a une incertitude sur leur contenu. La menace et le danger liés à ce projet nous inquiètent profondément. Le fait que le maire ait dit : « Ils y habitent depuis trente ans, que veulent-ils d'autre ? » montre ses intentions. Il ne donne pas de réponse à la question de savoir ce qu'ils vont faire dans les quartiers parcellisés. Il est juste de se demander ce qui se passe à Ümraniye. La mairie se doit d'exposer à nous et aux habitants les plans d'urbanisation. Nous avons adressé plusieurs pétitions à la préfecture et aux institutions concernées. Si nous n'avons aucun retour de la part de la justice, nous nous adresserons à la Cour européenne des droits de l'homme ⁵⁴ ».

52. Goffman E., *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.

53. « İşte İstanbul'un terör haritası », *Aksiyon*, *op.cit.*

54. Extrait de l'interview du *muh-tar* du quartier, Cuma Kara, disponible sur <http://www.evrensel.net>, (consulté le 9 février 2009).

Au sein de l'association, on constate la présence de nombreux membres des organisations politiques traditionnelles, lesquelles changent ainsi de répertoire d'action en contournant l'obstacle politique qui leur est imposé. Le développement de l'association Embellissement du quartier du 1er mai, mais aussi celui d'autres associations de concitoyenneté, notamment celles regroupant les migrants originaires d'une même région, témoignent d'une reformulation de la singularité politique locale plutôt que de sa disparition⁵⁵. Ne serait-ce que par sa référence au « 1er mai », l'association représente une résistance passive aux efforts des acteurs publics d'effacer le mémoire collective et l'histoire de ce dernier. Ainsi, la mobilisation reste dans le cadre d'anciennes structures de luttes, constituées par l'héritage de la gauche révolutionnaire dans le quartier. Aucune organisation indépendante ne pourrait la concurrencer en raison de la légitimité qu'elle a acquise dès sa fondation, en défendant le quartier. De plus, la constitution d'autres organisations ou associations est susceptible de se heurter à une méfiance populaire due à une éventuelle stratégie d'infiltration de l'Etat pour diviser la solidarité au sein du quartier. C'est dans cette logique également que la mobilisation locale n'a jusque-là pas tenté de mettre en place un réseau de résistance civile avec d'autres quartiers menacés de destruction, ni demandé un soutien de la part des associations européennes susceptibles d'être concernées par leurs revendications. Si des coopérations existent, cela se fait uniquement avec d'autres branches de la même organisation exerçant dans d'autres quartiers d'Istanbul⁵⁶. Dans ce cadre, le quartier comme espace de mobilisation, comme le suggère Jean-François Pérouse, change de dimension, de structure et de fonctionnement interne. Il cesse d'être un territoire unique et circonscrit et devient un réseau, impliquant plusieurs nœuds en interaction permanente⁵⁷. Dans le quartier Ümraniye, la mobilisation locale contre la destruction des *gecekondu* reflète la propension des organisations militantes à les considérer comme des lieux propices à l'action révolutionnaire. Cet imaginaire érige sur le mode de l'évidence le *gecekondu* et le *gecekondu halkı* (peuple des bidonvilles) en acteurs politiques à part entière, dotés d'une identité de classe et d'une mission révolutionnaire propres. Un texte destiné à l'éducation populaire relatif au *gecekondu*, émanant du DHKP-C, et intitulé *Halk Sınıfı, Ders 57, Konu : gecekondu* (Classe populaire, leçon 57, sujet : bidonvilles), disponible sur Internet⁵⁸, résume bien ce point de vue politique⁵⁹. Les *gecekondu* sont considérés comme des

55. Le Ray M., « Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation », *European Journal of Turkish Studies*, n° 1, 2004, <http://www.ejts.org/document123.html>.

56. Sur l'existence de ces relations, on peut notamment citer le rapprochement des quartiers comme Küçükarmutlu, Ayazma et Gazi.

57. Pérouse J.-F., « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », *op.cit.*, p. 144.

58. Le texte intégral de ce « cours » est consultable en turc sur le site <http://www.ozgurluk.org/kitaplik/webarsiv/kurtulus/eskisayilar/h-icin57/halksinifi.htm>, (consulté le 10/02/2009). L'objectif de ce type de cours est de forger un imaginaire du *gecekondu* (entendu ici comme collectif), symbole de la résistance à l'ordre dominant, décrit comme inique, et du refus de l'individualisme consommateur.

endroits où toutes les conditions politiques, sociales et économiques sont réunies pour révéler une conscience de classe et engager une révolution socialiste.

Dans le quartier de Sulukule, comme à 1 Mayıs, la mobilisation s'organise autour de l'espace constitué en support de l'identité collective. Mais cette identité se constitue dans un tout autre registre. Elle se développe sur le plan culturel. La dimension politique étant peu présente dans la mobilisation de Sulukule, c'est la culture Rom qui est mise en avant et utilisée par les habitants pour appuyer la revendication de leur droit à demeurer dans le quartier.

Quartier proche des zones touristiques et du centre-ville de la rive européenne d'Istanbul, Sulukule, nommé administrativement « quartier Neslisah et Hatice Sultan », représente une véritable opportunité immobilière. Il s'inscrit dans un vaste projet de rénovation urbaine dans l'arrondissement de Fatih, dont un volet a été achevé en 2001 à Fener-Balat sous l'égide de l'UNESCO ⁶⁰. Condamné au même sort que le 1 Mayıs, le quartier n'a jamais reçu de services publics d'infrastructure. Le taux d'alphabétisation y est largement inférieur à celui d'Istanbul ⁶¹. Les enfants commencent à travailler très tôt, notamment dans les tavernes Tziganes situées dans le quartier, et ne bénéficient d'aucune protection sociale. Les institutions publiques ont longtemps délaissé ce quartier et n'ont jamais procédé à une régularisation de ses activités. Les tavernes musicales destinées aux touristes – et souvent installées chez l'habitant – sont régulièrement présentées par les médias et les acteurs publics comme des lieux de prostitution. Un habitant près de Sulukule déclarait en décembre 2007, lors de la commission d'enquête des droits de l'homme du Parlement, que « *les habitants de Sulukule ne sont pas des musiciens comme on le croit [...]. Ils sont consommateurs d'alcool, ils habituent leurs enfants à la drogue. Ce qu'on appelle culture dans ce quartier, c'est prostituer ses enfants* » ⁶². Ainsi, le stigmate que porte ce quartier à part de la société turque dominante repose sur la dévalorisation de la culture Rom décrite comme une source de problèmes.

La conséquence de cette disqualification est l'absence d'investissement public dans le quartier. Les maisons et les bâtiments y sont vétustes, faute d'entretien et de financement, et ne répondent pas aux critères minimaux en

59. Cité dans Pérouse J.-F., « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004)... », *op. cit.*

60. J'ai participé personnellement à la réalisation de ce projet dont le financement était entièrement assuré par l'Unesco. Dans ce projet, le tissu socioculturel et historique des quartiers a été préservé et des centres éducatifs et culturels ont été construits pour les enfants. Aucune plainte d'expulsion n'a été enregistrée. La présence du patriarcat grec a également joué un rôle considérable dans la fidélité à l'origine du quartier.

61. Alors que d'après les sources du ministère de l'Éducation nationale, le taux d'alphabétisation est de 97,1 % pour les hommes et 89,4 % pour les femmes à Istanbul, ce taux est de 69 % à Sulukule. 77 % de la population déclare également ne pas avoir un emploi durable. Source : http://cygm.meb.gov.tr/hem/okuma_prog/oran.htm ; <http://www.renovanews.com/kprojeler.asp?islem=projedetay&cid=28>

62. Nese O., « Discrimination et insulte aux Roms dans la Commission parlementaire de droits de l'homme », disponible sur : <http://www.bianet.org/biamag/belediye/103963-romanlara-insan-haklari-komisyondanda-da-ayrimcilik-ve-asagilama>, (consulté le 5 janvier 2008).

termes de sécurité. Cette situation permet de justifier le projet de rénovation. Si la nécessité d'une telle rénovation est admise par tous les acteurs de la controverse, les habitants de Sulukule réclament un projet où leurs besoins et leurs propositions seraient pris en compte par les acteurs publics.

La mobilisation à Sulukule, si elle a été impulsée au départ par certaines associations, s'est révélée être une véritable mobilisation des habitants. Ces derniers ont fondé une plate-forme intitulée *Sulukule Platformu* (Plate-forme de Sulukule) et certains habitants se sont initiés par ce biais à un militantisme actif. De plus, la mobilisation à Sulukule a réussi à dépasser le cadre local de la contestation et des contacts ont été pris avec des artistes étrangers. S'appuyant sur les traditions et la production musicales des Roms, elle a réussi à mobiliser des acteurs et musiciens comme Tony Gatlif, Manu Chao et Gogol Bordello. Le groupe des Verts au parlement européen s'est intéressé au sort de ce quartier, considérant les Roms comme un peuple persécuté. Une conférence a été organisée à Bruxelles en la présence de militants du *Sulukule Platformu*.

De plus, avec le soutien de la chambre professionnelle des architectes d'Istanbul, des enseignants de la faculté d'architecture de l'Université de Mimar Sinan et des associations comme *Human Settlement*, les habitants contestant le projet de rénovation sont parvenus à proposer un projet alternatif respectant les droits, la volonté et les besoins de la population du quartier. Ils ont également procédé à la mise en valeur de certains lieux à moitié détruits. Une maison d'enfance a été, par exemple, aménagée. Elle est considérée « *avant tout comme une source d'espoir pour les enfants dans leur quartier exclu, stigmatisé et dont l'appauvrissement a été quasiment cherché et souhaité par les acteurs publics. [...] Pendant que les grues attendent d'un côté et les policiers armés de l'autre, c'est l'endroit où ils peuvent échapper à cette ambiance traumatisante* ⁶³ ».

Néanmoins, ni le projet alternatif proposé, ni les initiatives populaires comme celle de la maison des enfants ne sont parvenus à convaincre la municipalité de Fatih. Pourtant, cette dernière, en réunissant les parties concernées afin de chercher des solutions pour les habitants non logés de Sulukule, a d'abord laissé entrevoir la perspective d'un processus de concertation et de démocratie participative. Une première réunion a débouché sur la création d'une commission mixte chargée de la réinsertion sociale et professionnelle des habitants contraints au déplacement, composée des associations et des représentants du quartier, des chambres professionnelles, de scientifiques et de représentants publics. Mais la mise en place de cette commission est vite apparue comme une stratégie de la municipalité pour gagner du temps, diviser

63. Top S. S., « Kentsel dönüşüme ragmen çocuk atölyesi sürüyor » (L'Atelier des enfants continue malgré la transformation urbaine), *Bianet*, 27 décembre 2008, <http://bianet.org/bianet/kategori/biamag/111542/kentsel-donusume-ragmen-sulukule-cocuk-atolyesi-suruyor>, (consulté le 17 février 2009).

la mobilisation et exhiber une participation formelle des habitants au cas où les institutions européennes critiqueraient la conduite du projet. Car dès la fin janvier 2009, les bulldozers ont envahi le quartier et ont détruit une grande majorité des immeubles, y compris la maison des enfants. Au cours d'une première tentative au début du mois janvier, les enfants s'y étaient enfermés pour empêcher sa destruction, mais lors de la seconde opération, la municipalité a agit à 5h du matin pour éviter toute obstruction éventuelle ⁶⁴.

La mobilisation de Sulukule nous apprend beaucoup sur les projets de rénovation urbaine et la résistance locale des habitants. Elle met en évidence la ferme volonté des habitants d'être associés à tout type d'aménagement urbain. Les habitants se mobilisent pour l'affirmation d'un droit de regard sur les usages et les pratiques de l'espace, proclamant ainsi leur intérêt légitime à agir ⁶⁵. Ils se battent pour se faire reconnaître et entendre, se mobilisent pour être représentés, pour dépasser et renverser les images stigmatisantes qui les dépeignent en autant d'ignorants, d'assistés, de profiteurs, manipulés par les acteurs publics.

Dans les deux mobilisations étudiées, la rénovation urbaine est présentée par les acteurs publics comme un ensemble de programmes d'élimination des taudis et de requalification des centres urbains dans une perspective de transformation sociale des quartiers. La mobilisation s'organise souvent à la suite du refus des acteurs publics locaux et nationaux d'admettre les habitants et la société civile comme des parties prenantes de ces projets. Cependant, comme dans le cas de la France dans le courant des années 1970, les manifestations, les pétitions et les recours juridiques n'ont pas eu d'impact direct sur la mise en œuvre de ces projets urbains ⁶⁶.

Ces deux mobilisations de quartier, par leur existence même comme scènes de débat, ont contribué, malgré leur fragilité et leur division toujours imminente, à la production d'un espace public intermédiaire, nouvelle forme d'espace politique au sens d'Alberto Melucci ⁶⁷, dont la fonction n'est pas d'institutionnaliser les conflits mais de construire les conditions de la prise en compte des discours profanes et de leur transformation en décisions politiques.

Conclusion

Les conflits que nous venons d'étudier invitent à revisiter l'usage de certains termes tels que NIMBY, intérêt général, controverse, voire même démo-

64 . « Sulukule 'Çocuk Atölyesi' yıkıldı », *NTV-MSNBC*, 27 janvier 2009, (consulté le 17 février 2009).

65 . Melé P., Larrue C., Rosenberg M., *Conflits et territoires*, op.cit., p. 24.

66 . Dziedzicki J. M., « Au-delà du NIMBY... », op.cit., p.38.

67 . Cité dans Melé P., Larrue C., Rosenberg M., *Conflits et territoires*, op.cit., p. 29.

cratie. S'il s'agit de mobilisations de riverains dans les deux cas, leur étude montre qu'il ne s'agit pas d'une contestation pour défendre un confort de vie égoïste que certaines recherches pourraient qualifier de « mouvements NIMBY ». Ces mobilisations constituent une véritable lutte collective pour la protection d'un espace-identité, d'un « chez-soi »⁶⁸ ; ce sont pour leurs initiateurs des mouvements de préservation d'un lieu inséparable de leur identité, voire de lutte pour son appropriation matérielle et symbolique, en considérant que l'espace de la ville est aussi un enjeu de compétition. Cette appropriation, notamment symbolique, est manifeste dans la relation qu'entretiennent les pouvoirs publics et les habitants, chacun percevant cet espace selon ses propres logiques. Les habitants appréhendent, ressentent, se représentent et se projettent dans leur environnement quotidien constitué par le quartier ; ce cadre de vie confère en retour leur signification à leur comportement⁶⁹. Le quartier procure avant tout du sens et de l'identité, en situant l'individu socialement, économiquement et culturellement. Les pouvoirs publics, notamment locaux, voient dans la transformation de ces quartiers le règlement d'une question sécuritaire, une opportunité pour attirer des classes supérieures représentant une manne financière potentielle pour la ville, et avant tout une nouvelle image « moderne, propre et attractive » faisant oublier les précédents occupants.

Ces deux quartiers se caractérisent finalement par l'homogénéité du peuplement, que ce soit en terme politique, culturel, ou de niveau de vie, la forte identification à un petit territoire regroupant l'essentiel des sociabilités, et la densité des relations d'interconnaissance dans un espace local où se déploient d'efficaces réseaux d'entraide qui sont aussi des instruments de contrôle social du voisinage, d'où leur capacité de mobilisation⁷⁰.

Quant aux institutions et acteurs publics, que ce soit le TOKI, la municipalité locale, centrale, le ministère des travaux publics et du logement, ils ont toujours affirmé des positions fermes et définitives. Que ce soit à 1 Mayis, à Sulukule, ou ailleurs, leurs tentatives de compréhension des difficultés et d'apport d'une réponse à ces dernières ont été limitées. Les solutions retenues ont consisté à indemniser et à faire des propositions de relogement aux habitants, sans mener de réflexion sur leurs perspectives d'avenir. De plus, les acteurs publics locaux ont tenté de décrédibiliser systématiquement les mobilisations en faisant référence à l'unité nationale. Toute implication de la société civile est perçue comme une menace, et de ce fait, les acteurs publics persistent à ne pas prendre en compte les propositions formulées par les protagonistes afin de

68. Terme emprunté à Maria Villela-Petit qui considère le « chez-soi » comme un espace identitaire incontournable. Voir Villela-Petit M., « Le chez-soi : espace et identité », *Architecture & Comportement*, vol. 5, n° 2, pp. 127-134.

69. Moser G., Weiss K., *Espaces de vie. Aspects de la relation homme – environnement*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 12.

70. Grafmeyer Y., Authier J.-Y., *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, p. 78.

ne pas être obligé de traiter avec d'autres types de mobilisations sociales par la suite. Autrement dit, plus l'enjeu d'une opération d'aménagement est important, plus celle-ci est gérée au niveau central, et plus des méthodes autoritaires risquent d'être utilisées pour trouver une issue au conflit ⁷¹. Les acteurs publics semblent en effet considérer les mobilisations d'habitants comme des conflits ingérables et une menace contre les institutions étatiques. Pourtant, considérer ces controverses comme l'expression d'un problème et non comme une menace, permettrait aux acteurs publics d'ouvrir la voie au dialogue pour trouver des solutions à moindre coût, tant pour les habitants que pour les institutions publiques. Or, c'est justement l'absence de transparence des discussions et des décisions des autorités locales et des maîtres d'ouvrage, doublée d'une attitude généralement peu respectueuse à l'égard des opposants qui entraînent un sentiment de dépossession.

Finalement, d'après Saskia Sassen, ces micro-mobilisations, rendues possibles par la complexité des grands espaces urbains, peuvent être considérées comme un moyen de conquérir une présence dans le domaine public pour ceux qui n'ont aucune des ressources qui donnent accès au pouvoir, pour les plus défavorisés, et pour les minorités soumises à des discriminations. En ne laissant plus à la classe politique ou à la technocratie le monopole de la définition des besoins sociaux, ces mouvements revendiquent le droit de participer, en tant qu'acteurs à part entière, à l'aménagement et au développement de leur ville.

Les mouvements urbains d'opposition aux projets de reconfiguration d'Istanbul entraînent un élargissement des processus de décision politique, et permettent à des acteurs tenus jusqu'alors pour marginaux de faire valoir leurs points de vue, leurs priorités et leurs visions de la ville. De ce fait, ils opposent une résistance à la mise en place de frontières à la fois physiques et symboliques au sein de la ville. Dans la situation particulière de la Turquie et d'Istanbul, ces mobilisations citoyennes constituent de nouvelles formes de mobilisation collective marquées par une forte volonté d'autonomie à l'égard des organisations politiques. En raison de la candidature de la Turquie à l'Union européenne et des engagements du pays dans de nombreux accords internationaux, notamment en matière d'environnement et de droits de l'homme, ces mouvements intègrent parfois, malgré leur petite taille, la coopération transnationale dans leur mode d'action. Cependant, cette remarque ne doit pas faire oublier que les organisations qui soutiennent les mouvements urbains s'avèrent précaires et vulnérables, et que leur survie est constamment menacée.

71 . Dziedzicki J.-M., « Au-delà du NIMBY... », *op.cit.*, p. 38.

ANNEXES

1. Logements d'Atasehir près du quartier 1 Mayıs, construits à côté des bidonvilles et financés par TOKI



2. Une cité de luxe financée par le TOKI (Agaoglu My World)



3. Après la destruction d'un bidonville. Sur le mur : « Bienvenue à Gaza ».



Source : www.radikal.com.tr , 04/07/2009